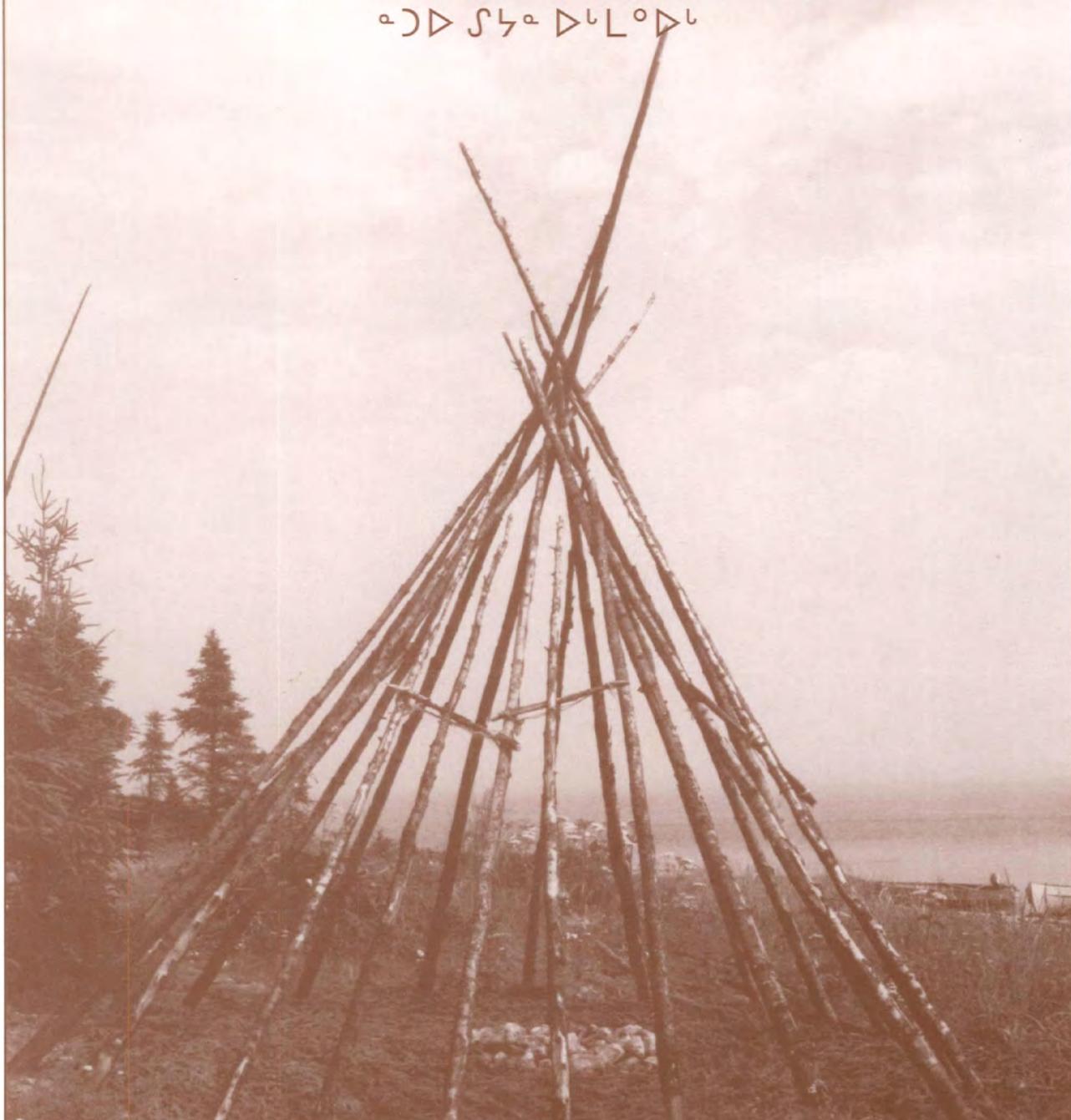


**Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
Cree Hunters and Trappers Income Security Board**

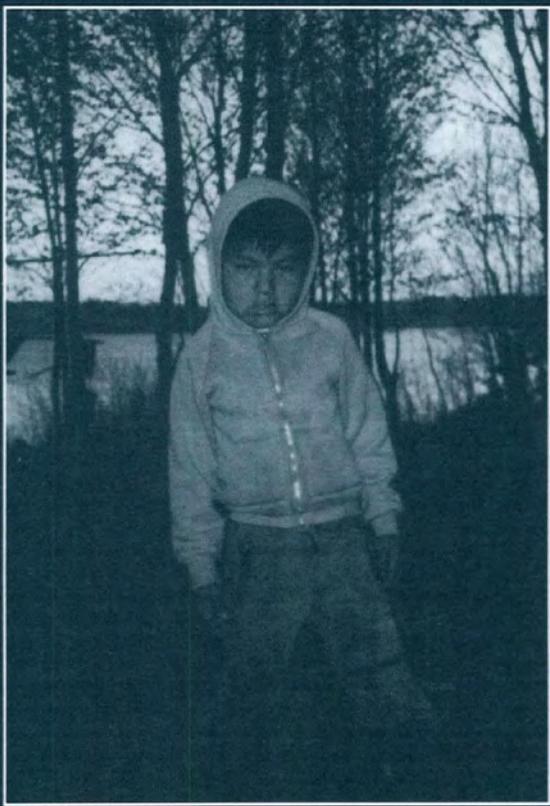
ᓇᐤ ሪᑲᐣ ሪᑲᐣ ሪᑲᐣ



RAPPORT ANNUEL / ANNUAL REPORT

ᓇᐤ ሪᑲᐣ ሪᑲᐣ ሪᑲᐣ ሪᑲᐣ ሪᑲᐣ

1992-1993



OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU
DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS
CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD
ᓇᐸ᷃ ስ᷃᷄ ሪ᷃᷄ ሰ᷃᷄

**Monsieur Jean-Pierre Saintonge
Président
Assemblée Nationale du Québec
Québec QC**

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre, par la présente, le Rapport annuel des activités de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1993.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

La ministre de la Sécurité du revenu

Violette Trépanier

Madame Violette Trépanier
Ministre de la Sécurité du revenu
Gouvernement du Québec
Québec QC

Madame la Ministre,

Il me fait plaisir, au nom des membres de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, de vous transmettre notre Rapport annuel pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1993. Le présent rapport décrit sommairement l'organisation administrative de l'Office, résume les résultats de l'année 1992-1993 et comprend les résultats financiers pour cette même année.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président (1992-1993)
Marcel Lesyk

Mr. Matthew Coon-Come
Chairman
Cree Regional Authority
Nemaska QC

Sir:

On behalf of the members of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board, I am pleased to submit our Annual Report for the fiscal year ending June 30, 1993. This Report summarizes the administrative organization of the Board and the results for the year 1992-1993, and includes the financial statements for that same period.

Yours very truly,

Marcel Lesyk
Chairman (1992-1993)

TABLE DES MATIÈRES

TABLE OF CONTENTS

C. △ S. △ " C d " L

. Le message des membres	P. 1
. Message from the members	
. ▷ U L U A ° B L U A ° C °	P. 2
. Le Programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	P. 3
. Cree Hunters and Trappers Income Security Program	
. △ L R σ C " ▷ R T σ C A P T σ C " ▷ A L A b A < R " A - C °	P. 8
. Les activités de l'année 1992-1993	P. 14
. Activities for the year 1992-1993	
. C. b A D " U A - P ° ▷ b A > L 1992-1993	P. 19
. Tableaux	P. 24
. Tables	
. ▽ A D U L	
. Annexe	P. 32
. Schedule	
. b A U U L ▷ C T R A A D b A L	
. États financiers 1992-1993	P. 35
. Financial Statements 1992-1993	
. A L A C. b A < A R C ▷ 1992-1993	



OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU
DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS
CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD

ᓇᐱᔨᔨᐤ ሚᐱᒧᐎᓂ



LE MESSAGE DES MEMBRES

MESSAGE FROM THE MEMBERS

1

Les membres de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris vous présentent avec plaisir le Rapport annuel de l'année 1992-1993. Ce rapport débute avec un bref exposé de la structure administrative et des règles qui régissent le Programme de sécurité du revenu pour les chasseurs et piégeurs cris. La deuxième partie touche plus particulièrement aux activités de l'année en ce qui concerne, entre autres, la participation de la population crie au programme et les prestations versées. Cette présentation est étayée en annexe de tableaux comparatifs.

Les résultats financiers obtenus au cours de l'exercice sont reproduits à la fin du Rapport.

L'année 1992-1993 a été difficile puisque, pour une deuxième année consécutive, la limite autorisée de jours-personne en vertuduprogramme a été insuffisante pour répondre aux besoins de la clientèle. Les prestations versées aux bénéficiaires ont donc été réduites proportionnellement. Alors qu'en 1991-1992, la coupure correspondait à 49 \$ par adulte, celle-ci a atteint 134 \$ par adulte en 1992-1993.

Le programme a été mis sur pied en 1976 et termine donc sa dix-septième année complète. L'Office croit impératif de revoir non seulement la question de la limite de jours-personne mais particulièrement d'étudier le programme afin d'établir s'il correspond aux besoins actuels des chasseurs et piégeurs cris. Dans cet optique, l'Office a, au cours de l'année 1992-1993, tenu des rencontres dans les communautés cries avec les chasseurs et piégeurs afin de récolter leurs commentaires. L'Office entend donc prioriser cet aspect au cours de la prochaine année et souhaite le faire de concert avec les chasseurs et piégeurs cris, les autorités cries locales et régionale et le Gouvernement.

L'Office désire souligner le support constant de son personnel, tant au siège social que dans les communautés cries, qui assure que la gestion du programme est non seulement efficace mais également que le programme est facilement accessible aux chasseurs et piégeurs cris et bien compris de ces derniers.

The members of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board are pleased to table the Annual Report for the year 1992-1993. The first part of this report provides a brief summary of the administrative structure and rules governing the Cree Hunters and Trappers Income Security Program. The second part deals more particularly with the activities of the year including, among others, the participation of the Cree population in the Program and benefits paid. This presentation is supported by comparative statistics found in annex.

The financial statements for the fiscal year are also reproduced at the end of the Report.

The year 1992-1993 has been a difficult one since, for the second consecutive year, the authorized person-day limit under the Program was not sufficient to meet the needs of the clientele. Benefits paid had to be reduced proportionally. While in 1991-1992, the cut corresponded to \$ 49 per adult, it represented an amount of \$ 134 per adult in 1992-1993.

The Program was established in 1976 and has now completed its seventeenth year. The Board is of the opinion that it is imperative not only to study the question of the person-day limit but more particularly to review the Program in order to determine if it still corresponds to the needs of the Cree hunters and trappers. Bearing this in mind, the Board, during 1992-1993, held meetings in the Cree communities to hear the comments of the hunters and trappers. For the coming year, the Board plans to give priority to this question and to make the review together with the Cree hunters and trappers, the regional and local Cree authorities and the government.

The Board wishes to acknowledge the constant support received from its staff both at the head office and in the Cree communities, who ensures that the management of the Program is not only efficient but also that the Program is easily accessible to the Cree hunters and trappers and well understood by them.





LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY PROGRAM

L'Office

L'administration du programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris a été confiée à un organisme autonome composé de six membres dont trois sont nommés par le Gouvernement du Québec et trois par l'Administration régionale crie. La durée de leur mandat est laissée à la discrétion des autorités responsables de leur nomination qui désignent, chaque année et alternativement, le président et le vice-président. En 1992-1993, la nomination du président a été faite par le Gouvernement du Québec et celle du vice-président par l'Administration régionale crie.

Dans le cadre de son mandat, l'Office voit à la révision du fonctionnement et des modalités du programme, l'évaluation des résultats, l'étude des plaintes et revendications, la prévision des coûts et l'établissement des budgets. Pour ce faire, il est investi de certains pouvoirs réglementaires tant au niveau de sa régie interne que de l'établissement des modalités administratives et critères nécessaires à l'application du programme. Dans le cadre de ses fonctions, l'Office a également le pouvoir de recommander au Gouvernement et à l'Administration régionale crie le moment et la façon de réviser le programme. L'Office fait rapport annuellement de ses activités aux deux autorités concernées.

Les dispositions régissant la constitution, les responsabilités et les pouvoirs de l'Office se trouvent à la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (L.R.Q., c. S.3-2).

Pour remplir ce mandat, l'Office a dix-sept employés à son service, dont onze travaillent dans les différents villages cris et six au siège social à Sainte-Foy. L'Office fixe, par règlement approuvé par le gouvernement, les effectifs,

The Board

The Board is an autonomous organization responsible for the administration of the Cree Hunters and Trappers Income Security Program. The Government of Québec and the Cree Regional Authority are each responsible for the nomination of three of its six members. The duration of the mandate is at the discretion of the authority responsible for the appointment. Moreover, the chairmanship and vice-chairmanship alternate each year between the members named by the government and those designated by the Cree Regional Authority. In 1992-1993, the appointment of the Chairman was made by the Government of Québec and that of the Vice-chairman by the Cree Regional Authority.

The Board, within its mandate, is responsible for the review of Program operations and the procedures established therefore, the evaluation of results, the examination of demands and complaints, the estimation of costs and the preparation of budgets. For such purposes, it has certain regulatory powers for both its internal management and the establishment of administrative procedures and criteria necessary for the application of the Program. As part of its responsibilities, the Board has the power to recommend to the Government and the Cree Regional Authority when and how the Program should be amended. The Board makes an annual report of its activities to both authorities concerned.

Provisions respecting the constitution, responsibilities and powers of the Board are found in the Act respecting Income Security for Cree Hunters and Trappers who are beneficiaries under the Agreement concerning James Bay and Northern Québec (R.S.Q., c. S.3-2).

To fulfill its mandate, the Board has seventeen employees, of whom eleven work in the various Cree villages and six at the head office in Sainte-Foy. The Board determines by regulation the staff requirements, remuneration standards and



normes et barèmes de rémunération de même que les autres conditions de travail de ses employés. Nous avons inclus en annexe la liste des membres et des employés de l'Office.

Les sommes requises pour le paiement de prestations aux chasseurs et piégeurs cris et pour le fonctionnement administratif de l'Office sont payées à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature. L'Office est donc entièrement subventionné par le gouvernement. Les états financiers vérifiés pour l'année 1992-1993 sont reproduits à la suite du présent rapport. Les dépenses totales au 30 juin 1993 se sont élevées à 15 676 630 \$ soit 14 850 272 \$ pour les prestations et 826 358 \$ pour le fonctionnement.

Le Programme

L'origine du programme de sécurité du revenu pour les chasseurs et piégeurs cris remonte à la Convention de la Baie James et du Nord québécois signée le 11 novembre 1975 entre les gouvernements du Québec et du Canada, Hydro-Québec, la SDBJ, la SEBJ, les Cris et les Inuit. Mis sur pied officiellement en 1976, il a comme objectif principal de favoriser le maintien et la survie d'un mode de vie traditionnel en assurant, entre autres, une garantie de revenu aux chasseurs et piégeurs cris. Il s'adresse aux Cris résidant au Québec qui pratiquent les activités d'exploitation¹ comme mode de vie. La présente section contient un bref résumé des principales dispositions qui régissent l'admissibilité et le calcul des prestations.

¹ "Activités d'exploitation" comprennent la chasse, la pêche et le piégeage ainsi que les activités qui leur sont accessoires y compris la fabrication ou réparation de matériel; la préparation; l'aménagement du terrain; le traitement, le transport et la commercialisation des produits d'exploitation; la fabrication domestique d'objets artisanaux; la gestion de la faune; les déplacements, etc.

skills, and other conditions of employment of its employees. We have included in annex the list of the members and employees of the Board.

The sums required for the payment of benefits to the Cree hunters and trappers and for the operating costs of the Board are voted annually by the National Assembly. The Board is thus entirely funded by the government. The audited financial statements for the year 1992-1993 appear at the end of the present report. At June 30, 1993, expenses totalled \$ 15,676,630 including \$ 14,850,272 in benefits and \$ 826,358 in operating expenses.

The Program

The origin of the Cree hunters and trappers Income Security Program is found in the James Bay and Northern Québec Agreement signed on November 11, 1975, between the Governments of Québec and Canada, Hydro-Québec, JBDC, JBEC, the Crees and the Inuit. Officially established in 1976, it has as its main objective to allow the continuation and survival of a traditional lifestyle by ensuring, among others, an income guarantee to Cree hunters and trappers. It is aimed at Crees residing in Québec who practise harvesting activities¹ as a way of life. The present section summarizes the main rules for both eligibility and calculation of benefits.

¹ "Harvesting activities" include hunting, fishing and trapping as well as other related activities such as the making or repair of materials; preparation, upkeep of traplines; treatment, transportation and selling of products of these activities; making of handicrafts; management of the fauna, travelling, etc.



Les conditions d'admissibilité permettent d'identifier les personnes pour qui la pratique de la chasse, de la pêche et du piégeage constitue l'activité principale, et les règles de calcul des prestations assurent une garantie de revenu basée avant tout sur l'effort individuel.

En premier lieu, lorsqu'une communauté crie a mis sur pied un comité local de chasseurs et piégeurs, le nom du chef de l'unité de bénéficiaires doit apparaître sur la liste préparée par le comité. Cette liste identifie les "personnes qui selon la coutume de leur communauté, se consacrent aux activités d'exploitation et aux activités accessoires comme mode de vie conformément aux traditions d'exploitation et aux règles de la communauté"². En 1992-1993, il y avait des comités locaux pour chaque communauté crie sauf Wemindji et Waswanipi.

En plus, les chefs de l'unité de bénéficiaires ou de famille doivent consacrer plus de temps aux activités traditionnelles qu'à un emploi rémunéré et le programme exige un minimum de 120 jours. Cette exigence doit être rencontrée durant l'année précédant la demande d'inscription, ce qui a pour effet d'instaurer une année de qualification durant laquelle aucune prestation n'est versée.

Les chefs de famille doivent, par la suite, rencontrer ces mêmes exigences chaque année pour conserver leur admissibilité. Certaines exceptions sont prévues dans les cas de circonstances inhabituelles (ex. maladie) qui ont empêché le chef de qualifier l'unité.

L'admissibilité est donc fonction des activités du chef de l'unité, c'est-à-dire le bénéficiaire cri qui, compte tenu des coutumes autochtones, est considéré comme subvenant aux besoins de sa famille, ou qui est une personne seule âgée de 18 ans et plus.

²Article 31.1 de la Loi.

Eligibility criteria were designed in order to identify persons for whom the practice of hunting, fishing and trapping constitutes a main activity, and the rules for the calculation of benefits try to ensure a guaranteed income based essentially on individual effort.

Firstly, when a Cree community has set up a local hunters and trappers committee, the name of the head of the beneficiary unit must appear on the list prepared by the committee. The list identifies "persons who, according to community custom, are practising harvesting activities as a way of life in accordance with the harvesting traditions and the rules of the community"². In 1992-1993, each Cree community, except Wemindji and Waswanipi, had established local committees.

Secondly, to be eligible, the heads of beneficiary units or families must spend more time in the practice of traditional activities than in wage employment, and the Program requires a minimum of 120 days. This requirement must be met during the year preceding the application for enrollment and consequently creates a qualifying year during which no benefits are paid.

The heads of the beneficiary units must meet the same requirements each year in order to be eligible for the following year. Certain exceptions are provided in unusual cases, such as illness, which resulted in the head being unable to qualify the unit.

Eligibility is thus related directly to the activities of the head of the family, who is defined as the Cree beneficiary who, taking into account native customs, is considered to provide for the needs of his family, or who is an unattached individual 18 years of age or over.

²Section 31.1 of the Act.



Le calcul des prestations prend cependant en considération l'ensemble de l'unité de bénéficiaires.

Les objectifs du programme se reflètent également au niveau du calcul des prestations qui sont avant tout fonction des activités d'exploitation puisque la majeure partie des argents versés tient compte du nombre de jours passés dans le bois par les adultes membres de l'unité. Par conséquent, les revenus de familles de même taille peuvent être différents.

Pour établir les prestations annuelles de chaque unité l'Office s'appuie sur les paramètres suivants: la durée de la période consacrée à la chasse, la pêche et le piégeage; les gains annuels de l'unité et la taille de la famille. Le calcul des prestations se fait en deux étapes. En premier lieu, un montant est établi pour chaque journée passée dans le bois par les chef et conjoint des unités dans l'exercice des activités d'exploitation ou activités accessoires. La loi prévoit un maximum de 240 jours payables par adulte. En 1992-1993, l'allocation journalière était de 38,27 \$ pour un maximum possible de 9 185 \$ par adulte ou 18 370 \$ pour une unité comprenant deux adultes.

Un montant supplémentaire, le montant de base garanti, calculé en fonction de la taille et des revenus de l'unité peut s'ajouter aux allocations journalières. Les taux utilisés se trouvent au Tableau 6. Du montant de base sont déduits à 40 % les revenus nets de l'unité et à 100 % les prestations de la sécurité de la vieillesse. A moins d'être spécifiquement exclus³, tous les montants reçus par les membres de l'unité à titre de revenus ou salaires, y compris les allocations journalières versées en vertu du programme sont considérés comme revenus.

³ Article 10 de la Loi et Règlement sur les sources de revenus exclus. Décret 1990-89 du 20 décembre 1990.

However, the calculation of benefits takes into consideration all the members of the beneficiary unit.

The method used in the calculation of benefits payable also reflects the objectives of the Program. Benefits paid are primarily function of harvesting activities, since the major part of the monies paid takes into account the number of days spent in the bush by the adult members of the family. Consequently, income of families of the same size may vary.

The calculation of benefits takes into account the following parameters: the amount of time spent in hunting, fishing and trapping, the annual income of the unit; and the size of the family. The calculation of benefits is made in two stages. Firstly, an amount of money is paid for each day spent in the bush by the head and the consort in the practice of harvesting or related activities. The Act provides a maximum of 240 days payable per adult. In 1992-1993, the per diem was \$ 38.27 for a possible maximum of \$ 9,185 for each adult or \$ 18,370 for a unit with two adults.

Secondly, a supplementary amount, known as the guaranteed basic amount, based on the size and income of the unit may be added to the per diem. The rates used for this calculation are found in Table 6. From this amount, 40 % of the net income and 100 % of old age pension benefits must be deducted. Unless specifically excluded³, all income and salaries of the members of the unit are considered as income, including the per diem paid under the Program.

³ Section 10 of the Act and By-law concerning the exclusion of income from other sources, Order in council 1990-89 of December 20, 1990.



Même si la règle de base exige que la pratique des activités d'exploitation constitue le mode de vie des bénéficiaires, ceux-ci peuvent cependant participer à certaines activités économiques de la région en travaillant de façon saisonnière ce qui leur permet d'ajouter à leur revenu. L'inverse n'est cependant pas autorisé, c'est-à-dire détenir un emploi régulier et recevoir en supplément des prestations du programme.

Le programme s'adresse spécifiquement à des personnes qui poursuivent un mode de vie traditionnel et tente de leur assurer une garantie de revenu en fonction de ces activités. Il ne permet pas le cumul avec un programme fédéral ou provincial d'aide sociale.

Les prestations sont calculées sur une base annuelle et réparties en quatre paiements effectués les 1er septembre, 1er janvier, 1er avril et 30 juin. Le calendrier correspond, dans la mesure du possible, à celui des chasseurs et piégeurs. Par exemple, ceux-ci quittent habituellement les villages au début de l'automne pour rejoindre les terrains de piégeage et y reviennent soit en janvier, soit au printemps. L'automne et le printemps sont consacrés à la chasse à l'oie alors que l'été, les chasseurs et piégeurs s'installent dans les villages. Les paiements sont donc effectués aux périodes où la majorité des bénéficiaires sont dans leur communauté respective.

Even though the basic rule requires that the practice of harvesting activities constitute a way of life for the beneficiaries, they may participate in certain economic activities in the region by working on a seasonal basis which allows them to add to their income. The beneficiary may not, however, do the opposite; he or she cannot maintain a regular employment and supplement his or her income with Program benefits.

Because the Program is designed specifically for persons who pursue a traditional way of life and tries to ensure an income guarantee based on these activities, it does not allow the combination of benefits paid thereunder with those of federal and provincial Social Aid programs.

The benefits are calculated on an annual basis and paid to the beneficiaries in four installments on or about September 1, January 1, April 1 and June 30. This calendar corresponds, as much as possible, to that of the hunters and trappers. For example, they usually leave the villages in early autumn to go to their hunting grounds and return to the communities in January or in the spring. Fall and spring are periods spent in goose hunting, while during summer the hunters and trappers usually settle in the villages. The payments are thus made at periods when most of the beneficiaries are in their respective communities.



בְּנֵי כָּסֶף
וְלִבְנֵי כָּסֶף

אָמַר בְּאֶלְעָזֵר בֶּן-בָּנָי אֶת-הַדָּבָר



אָמֵן יְהוָה כָּל־עַמּוֹד תִּשְׁעַט בְּבָנֶיךָ
(R.S.Q.c.S.3-2)

ԴՐ ՈՂ<ՃԵՅՄ^ւ ▷ •ՃՈ.ՎԴՐ^ւ, ԱՄՐ
Ե Տ.ԿՄ>.Ը.Ծ^օ Ե Ա<ՈՄՄԸ.Ծ.Ծ^օ
Ա<ՈՒՐ^ւ, Ա^ւ Ծ"Ր ՎԵԺՄ< Ա<ՈՒՇ^ւ
Ճ^ւ ԱՀՀ Ճ"ԾԾՄ^ւ ԵԿ Ծ.Ծ^ս Ա
Ա<ՈՒՇ^ւ ԴՍ ԵՄԵՐՄՄ^ւ ԼՐԱ"ՃԴԵԵԼ^դ
Ճ^ւ ԿՃ^ւ Ճ.Ճ_x ԱՄՐ Ե
Ա<ՈՄՄԸ.Ծ.Ծ^օ ՐԵ Ծ.ՎՃԿԾ^ւ, Ծ^ս
ԵՃՄ Ճ.ՎՃԿԾԵՄ^ւ ՂՃ^ւ<ՃՀ^ւ ԱՄՐ
Ա<ՈՒՐ^ւ Վ ՃՄ ԾՃ.ՎՃ"Ծ.Ծ^օ
ՂՈ<"Ճ.ՃԵՄ^ւ Ճ.ՎՃ^ս Ծ^ս ԵՃՄ
Ա<ՈՒՇ^ւ Ծ^ս Վ^ւ<ՃՀ^ւ ԾՈ<"ՃԼԺՐՇ^ւ
ԵԿ Ծ^ս ՎՄԱ" ԵԼՐԾ^ւ, ԵԿ ԾԾ^ս Ծ^ս
Վ^ւ<Ճ.Ծ^օ Ճ^ս Ա<ՈՒՇ^ւ ԵԿ Ե
Ա<Ր"ՃԺ^ւ ՄՐ ԱՄՈՄՁ^ս Վ ԼՐԱՇ.Ծ^օ
ԱՄՐ ԵԼԼՃԱ.Ծ^օ ԵԿ ԱՄՐ Ա<ՈՒՐ^ւ
ԾՐ Ե Ա<ՈՄՄԸ.Ծ.Ծ^օ

נָאֵל <אַיִל> כְּבָשׂוֹ שְׁמַרְתֶּן וְעַכְתָּבָן



•.Δn.▷d^a CΛ'p^a ▷.▷^a
 ՈհԱՐԴՅԸ ԵՎ ՂՐ ◀ՐԴԱ"ΔԵՄԱ"
 ▷"Ա" •.ΔՐ"◀ԵՄ^x

▷ԱՄՀԿԺՐԸ •.Δn.▷d^b Ր .ΔՐՄ"ΔԵՄ
 ▷^a Ե ԱՈՒԾԵՄ^b CΛ'p^a ▷
 ԱՄՀԿԺՐԸ ▷^a ▷.▷^a ▷^a Ե ԱՄ
 ԱԼՈՒԾ Վ ▷ԾՐ"▷^c Վ ▷C"▷^c ԵՎ
 ▷ՄՈՂԿ ԵՎ Վ ▷C"▷^c Ե
 ▷"Ր<ՃՃ^b ▷^a ▷^b Վ ԱՄ Ա"Ո^b
 ԵՎ ▷^a •.Δn.▷d^a Վ ՈԼՐՄԾԵՄ^b
 ▷^a ՎՃՄ •.ΔՐ"◀ԵՄ^c Ի ԺՐՄԾԵՄ^b
 ՂՐ ՂԻՐՔ"▷ԵՄ^b Վ CՎՂՃԿԺ^b
 ՈՒ"◁ԼԺ▷^a ▷ՈՐՄԾԵՄ^b ՎՃ ԱՄ
 ԾԸ.▷ՃԿԺԸ ▷^a <ՎՆ^d Ե ԱՄ
 ԺՐՄԾԵՄ^c ▷.▷^a_x

1. Վ ԱՄ ԱՈՒՄ^b ▷ՄՐՀՀԷ Վ
 ▷C"▷ԵՄ^b ԵՎ ՎՄՈՂԿՄ^b ԵՎ Վ
 ▷C"▷ԵՄ^b ԵՎ ▷^a ԺԸ ԺԸ^b ԱՄ ԱՃ^a
 ԵՎ Վ ▷ԾԸԵՄ^b Ղ.ԵՎ ԵՎ Վ
 ▷ԾԸԵՄ^b, ԵՎ Վ ▷ ԱԳԻՇ.ՃԵՄ^b, ԵՎ
 Վ ԶՁԵՐԾԵՄ.Ե^b ▷C"▷ ԺԸ Ե ԱՄ
 •.Ժ"ՃԵՄ^b ՎՃՄ ԵՄ.ՎՃԿԵՄ^b ԵՎ Վ
 ԾԸ.▷ՃԿԺԸ ▷.▷^a ▷ Ծ"▷ ◀ՃՃ▷^a"
 ԳՃՃ Վ ▷Ճ.ՃՂԸ Վ ▷ԾԸԵՄ ԱՄ
 Ղ.ԵՎ, Ը^a ՎՃՄ ԱՐ<Ճ.ՃՐԸ ԵՎ Վ
 ԶՁԵՐ"Ժ^c ▷.▷ՄՄ Վ ▷ ԱՐ<ՃԿԺ^c ▷
 Ծ"▷ ԺԸ_x

Ծ"▷Ը Ա"ԺԸ^b ▷ՄՐ Ա"Ժ ԱՃ^a
 Ա"Ժ.ՃՄ^b Ե .Ա"Ժ.Ժ.Ժ^c Ա"Ժ ՄՐ
 ▷ՈԸ.ՃՄ.Ճ^b Ծ"▷ՄՐ^b ԵՎ Ծ"▷ՄՐ^c Վ
 ԼԱ"Ժ.Ժ^b ▷ՄՐ ՄՐ"ԵՐ^a ▷^a Ե
 ԱՄՀ"ԺԺՐԸ ՎԼԺՄ Ե ՄԵՄ"ԵԵ ԵԸ^b
 ՄԺՄ Վ ԼԺՄՄ Ա"Ժ Ե ՄՐ"Ժ.Ժ^c
 ▷ՄՐ Ե Լ Ծ"▷.Ժ.Ժ^c Ծ"▷ՄՐ^x
 ▷Ա" ԵԺԱՄՄ.Ժ.Ժ^c Վ .Ա"◀ԵՄ.Ժ^c
 ▷.▷^a ՂՃՄ ՄՆԵՄ^c ▷^a
 Ա"Ժ.ՃՄ^b Ա"Ժ^a Վ ԱՄ ԱԸՀՈՒԾ Վ
 Լ.ԺՐԻԺ^c Վ Ա"Ո^b Վ ԱՄ ԱԼՈՒԾ
 Ժ^a Վ ԱՄ Մ.ՎԼԵՄ^b ▷ՄՐ Վ
 Լ.ԺՐԻԺ^c ԱՃ^a Ա"Ժ^a ԵՎ
 ԱՈՒ.▷▷^a ▷^a Ա"Ժ.ՃՄ^b^x ▷^c Ե
 Ա>^b 1992-1993 ՄՐ.Վ Ա"Ժ.Ժ^a Ի
 •.Ժ"▷▷^a ▷.▷^a ՂՐ Լ Ծ"▷ ԺԸ_x
 Վ .ԱԳՃԼՃ^b Ծ"▷ Ճ Ճ լ^d .ԱՃ^a Ի
 Վ^d Լ^b .Ճ.Ճ.ԺԸ ՎԻ^d Ա.Ճ
 Ի▷^a ՀՃԸ^b_x

ՄԱՃ^b ՂՐ ԱՃ.Ժ^a ▷.▷^a Ծ"▷ԱՆԵ^a
 ▷ՄՐ Ե ՄԵՄ"ԵԵ ԵԸ^b <ՎԼԺՄ Վ
 ԱՄՀԿԺՐ.Ժ^c ԵՎ Լ^b ▷ՄՐ ՎԼԺՄ
 ՆՃԱԾ ԵԸ Ա"ԺԸ^b ▷^a Վ ԱՃ^a
 ԱԼՈՒ.Ժ^c ԵՎ ԱՃ^a Ա"ԺԸ^b Վ
 Ա"Ժ.Ժ^b Ա"Ա" Ա Վ ՄՐ"Ժ.Ժ^c
 ԱՆ^a Վ Ա<ՈՒ.Ժ^c ԵՎ Լ^b

2. ▷^a •.Ժ"Ր<Ճ^b Ե ԱԾՐԱՍ^b 31.3
 Ա"Ժ ▷^b •.Δn.▷d^c



የር•ኩልርድሮ ፈ.ኩል እናዕላ 1204 CD
 የሆኑ ጉልጋዬ ፈ.ኩል የር•ኩል ፈ.ኩል
 የሆኑ ጉልጋዬ ፈ.ኩል የር•ኩልድሮ ፈ.ኩል
 እናዕላ ፭፻ በ፻ ዝርዝር ፈ.ኩል ፈ.ኩል

ՃԱ. ԵՐԵՎԱՆ Դ ԱՐՄԵՆԻԱ Դ ԱՐ
ՏԵ. ԴԱԾԺՐԸ ԱՐՏ ԵԿ ՄԱ ԴՐ ԵՎ
ԴԱԾ ԴԵ ԿԵԼՈՎԸ ԼՐԱ" ԱԲԵՐ ԴՐ
ԱԼ. ԱԾ ՏԵ" Դ ԱՆԵՐ ԱԾԸ ԴԵ ԱՌԵ
Ղ ՈՒ" ԱԼ. ԱԲԵՄԸ



ՎԵՐ ՐԱՅՈՒՄ ՎԿԸ ԳՐԱԴԱՐԱՆ ԳՐԱ
Ե ՏԵՂԻՊԱԿ ՎԼՈՒՄ ԵԿ ԳՐ
• ՃՇԼՈ ՃՐ ՀԿԸ ՃՐԵ Ճ"ԿՄՀ Վ
Լ. ՔՐԻՉԵ ԵԿ ԾԸ ՂԵՐ Վ ՃՐԵ
ԱԼՌՈՒՅՆ ԳՐ ՃԱՆ. ՎՃՐ ԾՐԾՂԼԵ
ԼՇԵ Վ Լ"ԱՐԱՍ ԱՐԻՉՐ 240 Ծ
ՐԱՅՈՒՄ ՎՌԵ՛ՎԼ. ԳԵՐՄ ՎԵՐ ՐԱԴՐ
ԳՐ ԵՎԵՐ 1992-1993, ՎԿ. ՎԼԵ Խ
\$38.27 ՂԱԿԱՆ ԼՇԵ Վ Լ"ԵՐԱՍ
ԳՐ \$9,185 ԳՐ ՎԵՐ ՐԱԴՐ ՊՄԿ
\$18,370 ՎԼՈՒՄ Վ ՏՐ. Ծ
ՐԱԴՐ

$bC \cdot vC d^L \quad \nabla U < " \Delta b_p^L \quad \Delta^P \quad \Delta^R \quad \Delta \quad b$
 $\Delta U v \cdot \nabla D P q \quad " \Delta b_p^L \quad x^3$

אָמֵן לְבָדָק אֶת־מִצְרַיִם
וְאֶת־עֲמָלֵךְ כִּי־בְּנֵי־יִשְׂרָאֵל
אָמֵן לְבָדָק אֶת־מִצְרַיִם
וְאֶת־עֲמָלֵךְ כִּי־בְּנֵי־יִשְׂרָאֵל





LES ACTIVITÉS DE L'ANNÉE 1992-1993

14

ACTIVITIES FOR THE YEAR 1992-1993

La participation au programme

Tel que mentionné au chapitre précédent, le Programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cri s'adresse exclusivement aux Cris de la Baie James. La population crie au 10 juin 1993 était de 11 443 personnes dont 10 645 étaient résidants du Territoire de la Baie James, c'est-à-dire la région couverte par la Convention de la Baie James et du Nord québécois. Les Cris sont affiliés à l'une ou l'autre des neuf communautés cries, soit: Mistissini, Chisasibi, Waskaganish, Waswanipi, Wemindji, Eastmain, Whapmagoostui, Némiscau et Oujé-Bougoumou.

Les données du Tableau 1 indiquent le nombre de participants au programme par communauté. Pour l'année 1992-1993, on constate une augmentation de 1 % du nombre de familles inscrites qui est passé de 1 213 à 1 225. Cependant, la participation totale a diminué puisque le total des membres des familles inscrites, adultes et enfants, pour l'année 1992-1993 est de 2 994 personnes comparativement à 3 087 pour 1991-1992, soit une diminution de 3 %.

Ceci se reflète au Tableau 2 qui indique le taux de participation au programme de la population résidente. En 1991-1992, 29 % de la population était inscrite au programme alors qu'en 1992-1993, la participation est légèrement inférieure, soit 28,1 %.

La tendance des dernières années quant à la composition des unités se confirme en 1992-1993. En effet, environ la moitié des unités sont composées d'un seul adulte, soit 50,12 %. La majorité de ces cas, soit 314 unités, se retrouve parmi les personnes de moins de 28 ans. En se référant au Tableau 3, on constate que le nombre d'unités composées d'un seul adulte est supérieur au nombre d'unités composées de deux adultes pour les groupes d'âge de moins de 38 ans. Dans les autres cas, la tendance est inversée.

Participation in the Program

As mentioned in the preceding chapter, the Cree Hunters and Trappers Income Security Program is aimed exclusively at the James Bay Crees. The Cree population on June 30, 1993, was 11,443 persons of whom 10,645 were residents of the James Bay Territory, the region covered by the James Bay and Northern Quebec Agreement. The Crees are members of the nine Cree communities: Mistissini, Chisasibi, Waskaganish, Waswanipi, Wemindji, Eastmain, Whapmagoostui, Nemaska and Ouje-Bougoumou.

The number of participants in the Program by community is found in Table 1. For the year 1992-1993, there was an increase of 1 % over 1991-1992 in the number of family units enrolled which has risen from 1,213 to 1,225. However, the total participation has decreased: the total enrollment, including adults and children, for the year 1992-1993, was 2,994 persons compared to 3,087 for 1991-1992 which represents a decrease of 3 %.

This is also apparent in Table 2 which gives the level of participation in the Program from the population residing in the Territory. In 1991-1992, 29 % of the population was enrolled in the Program while in 1992-1993, the participation decreased slightly to 28.1 %.

The composition of the units has followed the same trend in 1992-1993 as over the last years. For example, approximately half of the units or 50.12 % are composed of only one adult. Of these, the majority, 314 cases, is found within the age group under 28 years old. If we refer to Table 3, we notice that the number of units composed of only one adult is higher than the number of units composed of two adults for the age groups under 38 years old. In the other cases, this trend is reversed.



En comparant avec les données de l'année 1991-1992, on constate que le nombre de participants a augmenté dans tous les groupes d'âge à l'exception du groupe des 48-57 ans qui a subi une baisse, passant de 149 unités à 137. Le programme continue donc à attirer chaque année un certain nombre de nouveaux participants, particulièrement dans le groupe des 18-27 ans. De plus chaque année, certaines familles qui, auparavant avaient laissé la pratique des activités traditionnelles, y reviennent, ce qui explique la participation à peu près constante au programme au cours des cinq dernières années.

Les jours-personnes

La majeure partie des revenus des unités de bénéficiaires est fonction du nombre de jours consacrés aux activités d'exploitation et activités accessoires lesquels ont été rémunérés en 1992-1993 sur la base de 38,27 \$ par jour par adulte. La loi prévoit un maximum de 240 jours payables par adulte et fixe une limite globale de 350 000 jours pour l'ensemble des bénéficiaires du programme.

En 1992-1993, les participants au programme ont consacré 395 901 jours aux activités traditionnelles dont 355 919 étaient payables. La différence entre le nombre de jours passés dans le bois et celui des jours effectivement rémunérés s'explique, entre autres, par le fait que les jours consacrés aux activités d'exploitation en excédant du maximum de 240 jours par adulte ne sont pas pris en considération dans le calcul des prestations. De plus, la loi prévoit que, lorsqu'un bénéficiaire reçoit un montant ou un salaire pour une journée (ex. CSST, Assurance-chômage, etc.) l'allocation journalière n'est pas versée. Dans le cas où ces montants sont versés au chef de l'unité de bénéficiaires, ceci a pour effet de disqualifier le paiement des jours passés dans le bois pour celui-ci et son conjoint.

Le Tableau 4 indique la répartition des jours

By comparing these figures with those for the year 1991-1992, we notice that the number of participants has increased in all age groups with the exception of the 48-57 age group which shows a decrease from 149 to 137. The Program continues to attract each year a certain number of new participants, particularly within the 18 to 27 year age group. Moreover each year, a number of families who had left the practice of traditional activities return to this way of life, which explains the fact that the participation has been almost constant during the last five years.

Person-days

Beneficiary units derive their income mainly from the number of days spent in harvesting and related activities. In 1992-1993, each day was remunerated on the basis of \$ 38.27 per day per adult and the Act provides a maximum of 240 days payable per adult. A global limit of 350,000 days is also established for all the beneficiaries of the Program.

In 1992-1993, the participants to the Program spent 395,901 days in traditional activities of which 355,919 were payable. The difference between the number of days paid and the number of days spent in the bush is explained among other things by the fact that the Program stipulates a maximum of 240 days payable per adult. Any day in excess of 240 is not remunerated. Moreover, the Act provides that when a beneficiary receives an income or a salary for any given day (e.g. Worker's Compensation, Unemployment Insurance benefits, etc.), the per diem is not paid for that day. When these amounts are paid to the head of the family, it disqualifies the payment of days spent in the bush for both head and consort.

Table 4 outlines the division of payable days



suivant certaines activités. Outre le nombre de jours passés dans le bois, sont inclus les congés de maternité et les jours de participation aux rencontres des comités locaux chargés d'établir la liste des chasseurs et piégeurs cris pour chaque communauté. Dans le premier cas, un maximum de 72 jours payables est prévu alors que 10 jours peuvent être réclamés dans le second cas.

On constate que, pour une deuxième année consécutive, le nombre de jours payables était supérieur à la limite autorisée de 350 000 jours. L'Office a, par conséquent, dû réduire le nombre de jours rémunérés pour chacune des unités de bénéficiaires. Cette coupure correspondait à 134 \$ par adulte qui avait participé aux activités traditionnelles au cours de l'année.

Les Tableaux 4 et 5 répartissent les jours entre chef et conjoint et donne la moyenne de jours payables, avant la coupure. On constate que 69 % ou 245 294 jours ont été rémunérés pour les activités du chef et 31 % ou 110 625 jours pour celles du conjoint. Ces proportions sont identiques à celles de l'année précédente. La moyenne pour le chef, le conjoint ou l'unité de bénéficiaires sont également semblables à celles de 1991-1992. Tel que mentionné, ces données réfèrent aux jours qui pourraient être rémunérés. Le nombre de jours effectivement passés dans le bois, soit 395 901, correspond à une moyenne de 323 jours par unité, soit la même moyenne qu'en 1991-1992. Comme on peut le constater, la participation aux activités traditionnelles demeure constante.

Prestations accordées

En 1992-1993, les prestations accordées ont totalisé 14 878 512 \$ comparativement à 14 214 631 \$ en 1991-1992, soit une augmentation de 4,67 %. Cette augmentation s'explique

according to the type of activity. In addition to the number of days spent in the bush, days granted as maternity leave and days spent participating in the activities of the local committees responsible for the establishment of the list of Cree hunters and trappers for each community are included. In the first case, a maximum of 72 days payable is allowed while up to 10 days may be claimed in the second.

For a second consecutive year, we have seen the number of payable days exceed the authorized 350,000-day limit. As a result, the Board has had to reduce the number of days payable for each of the beneficiary units. The reduction corresponds to a cut of \$ 134 per adult who had participated in traditional activities during the year.

Tables 4 and 5 give the division of days between head and consort and the average number of days payable before the reduction. It shows that 69 % or 245,294 days were payable for the activities of the head and 31 % or 110,625 days for those of the consort. These percentages are identical to those of the preceding year. The average for head, consort and beneficiary unit are also similar to those of 1991-1992. As mentioned, these statistics refer to the days which could have been payable. The number of days effectively spent in the bush corresponds to 395,901 or an average of 323 days per unit. Again it is the same average as in 1991-1992. This indicates that the participation in traditional activities has remained stable.

Benefits granted

In 1992-1993, benefits granted totalled \$ 14,878,512 compared to \$ 14,214,631 in 1991-1992. It represents an increase of 4.67 % which can be explained by the 1 % increase in the



par l'augmentation de 1 % de la clientèle, une légère augmentation de la moyenne de jours par unité, de 290 à 291, et, plus particulièrement, par l'indexation des prestations. L'indexation annuelle⁴ a été de 3,74 %. Les Tableaux 7 et 8 donnent les montants accordés par communauté ainsi que la moyenne par unité pour chacun des villages cris.

Le tableau suivant répartit les prestations accordées aux unités selon les tranches de revenu:

Prestations (\$) Benefits (\$)	Nombre d'unités Number of units	%
0 - 5 999	151	12,33
6 000 - 11 999	571	46,61
12 000 - 17 999	181	14,78
18 000 - 23 999	297	24,24
24 000 +	25	2,04

La moyenne de prestations a augmenté pour chacune des communautés, sauf Eastmain, Whapmagoostui et Oujé-Bougoumou. La moyenne générale est passée de 11 719 \$ à 12 146 \$ ce qui représente une augmentation de 3,64 %, soit légèrement inférieure au montant de l'indexation annuelle. Par conséquent, comme pour 1991-1992, les montants versés abstraction faite de l'indexation, sont inférieurs à ceux de l'année précédente.

La participation au programme de même que les prestations versées sont étroitement liées au contexte économique. En effet, la participation augmente en période de récession. Depuis 1989-1990, le nombre d'unités est passé de 1 193 à 1 225. On constate également que les chasseurs et piégeurs dépendent davantage des prestations du pro-

number of units, by a slight increase in the average number of days per unit, from 290 to 291, and more particularly, by the indexation of the benefits. The annual indexation⁴ was 3.74 %. Tables 7 and 8 give amounts granted by community as well as the average per unit for each of the Cree villages.

The following table divides benefits granted to the units in accordance with various levels of income:

For each of the communities, except Eastmain, Whapmagoostui and Oujé-Bougoumou, the average benefits have increased. The general average has gone from \$ 11,719 to \$ 12,146 which represents an increase of 3.64 % which is slightly lower than the amount of the annual indexation. Therefore, as was the case for 1991-1992, amounts paid were lower than those paid during the preceding year, if we exclude the indexation.

Participation in the Program as well as benefits paid are greatly dependant on the economic situation. For example the participation increases during periods of recession. Since 1989-1990, the number of units has increased from 1,193 to 1,225. We also note that hunters and trappers depend more on benefits of the Program and have less possibilities of supple-

⁴ L'indexation est fonction du coût de la vie au Québec et le taux est établi selon l'indice d'accroissement en vigueur pour le régime des rentes du Québec.

⁴ Indexing is based on the cost of living in Québec, and the rate is established in accordance with index rate in force for the Québec Pension Plan.



gramme et ont moins de possibilités de suppléer à leurs revenus par du travail occasionnel. Le tableau suivant donne la répartition des revenus des chasseurs et trappeurs inscrits au programme:

	Programme (\$) Program (\$)	Autres revenus (\$) Other Income (\$)
1988 -1989	12 144 535	5 119 569
1989 -1990	12 817 920	4 121 183
1990 -1991	13 439 365	3 731 259
1991 -1992	14 214 631	4 961 738
1992 -1993	14 878 512	4 383 388

Depuis plusieurs années, on remarque donc que le programme représente une sécurité économique pour une partie importante de la population crie. Il apparaît aussi que, pour la majorité d'entre eux, les prestations du programme représentent effectivement un minimum auquel ils suppléent par du travail occasionnel.

Conclusion

Depuis les débuts du programme, la participation de la population crie a diminué pour atteindre 28,1 % en 1992-1993. Malgré cette diminution, on peut sans hésitation affirmer que le programme constitue toujours un aspect majeur de la vie socio-économique des Cris.

L'objectif du programme est en effet d'assurer une garantie de revenus aux chasseurs et piégeurs cris et de participer au maintien des activités traditionnelles. Il nous apparaît évident que non seulement le mode de vie traditionnel est toujours bien vivant mais également que le support économique offert par le programme est vital et offre une alternative intéressante à la population crie. Il est devenu essentiel pour l'Office de s'assurer que le programme répond aux besoins actuels des chasseurs et piégeurs cris. Dans ce contexte, l'Office entend donner priorité à la consultation en 1993-1994.

menting their income through occasional employment. The following table divides the income received by the beneficiaries enrolled in the Program:

For a number of years, we have noted that the Program represents an economic security for an important part of the Cree population. For a majority of them, benefits of the Program represent a minimum which they supplement by occasional work.

Conclusion

Since the beginning of the Program, the participation of the Cree population has diminished to reach 28.1 % in 1992-1993. In spite of this decrease, we can say without hesitation that the Program is still one of the major aspects of the socio-economic life of the Crees.

The objective of the Program is to ensure a guaranteed income for the Cree hunters and trappers and to help to maintain traditional activities. It is evident not only that the traditional way of life is still very important but also that the economic support offered by the Program is vital and offers an interesting alternative to the Cree population. It is now essential for the Board to ensure that the Program responds to the present needs of Cree hunters and trappers. In this context, the Board, for 1993-1994, will give priority to consultation.



\cap_p σ $\Delta\cap$ $\Delta''\cap_{\text{def}}\sigma$ Δ_p $\sigma\wedge\sigma'$

1992-1993

אַלְנָה ▶ כָּבֵד יְהוָה

መሸሪያ ተወስኗል የሚከተሉትን አገልግሎቶች መካከል የሚያሳይሩ ይረዳል፡

የመሸሪያ ዓመት	የመሸሪያ ዓመት	የመሸሪያ ዓመት
1991-1992	1992-1993	1993-1994
28.1%	28.1%	28.1%



▷^c 1992-1993 ካ ሌ>”ኋ ስ
 395,901 ች”ር የሆኑ የ ል”ለ”
 ል”ርሻ” ወጥኑ ፈ.ቻ”የ ማርጓ”ር” እና
 ወጥኑ ል”ር ል”ር የሆኑ የልርርር” ዕ”
 355,919 ች”ር የሆኑ የ ል”ለ”
 የንድ-ቅብር-ል” ዕ” 240 የሆኑ ካ
 የንድ-ቅብር ፈ.ቻ” ስ”ር ስ”ር ዓ ወጥ-ል
 ል”ር ወጥኑ የሆኑ የሆኑ ፈ.ቻ” 240

፪፲ ፬ ከ ሰጋዥሱ ለያዥ"ልዥ፲ ትዥር
ለያዥሱ ር"ር የሥኩ ገጽ የንግድ.እኩዥር
ፈ.ቻ፲ ትዥም.ፈለ"ርዥም.ፈ፲ ሽ፲
ቻፈ<ፈ፲ ልቻ፲ ት ገዥሙር ር"ር
የሥኩ ገ ሽ፲ ብ"ጥኑ ምስበራዥሱ ል፲፲
ቻ የሥኩፈ.ቻ፲ ገጽ የንግድ.እኩዥር
ቻ"ፈሮም.ፈለ"ፈሮር ል.፲.፲፲ ት .ፈ<ፈለፈሮር
፲፲ ል፲ ከገ ዘፈ"ፈ.ቻ፲ ት ሽ፲
ፈለ.ቻ፲ ት ለያዥ.ፈኩዥ.ፈ፲ ሽር"ፈ ል፲፲
72 የሥኩ ል"ለ" ገዥሙር ል.፲.፲፲
ቻዥ.ቻፈለፈሮር ትዥ ሽር.ፈ፲ የል፲፲
ፈለፈ፲ ት የንግድ.እኩዥር ትዥ ል፲ ከገ^፲
ቻ ልፈ.ቻ፲ ለለፈሮ"ፈ.ቻ፲ ሽር"ፈ
ፈ፲፲ 10 የሥኩ ገዥሙር.ፈ፲፲

▽^d ስን ሌ>^a ▽፩፭^{"b} ▽፪፻<፳^b ▽
 <፩፻"፳፻፻^b ዓ፲፻ 350,000 ችግር
 የሆኑ^b እ ል"ለ" <የነበረት-፩፻፻፻፻^b
 የዚ"፻ ዘዴ^b ▽፪፻^d ለ^b ዓ፲፻ ▽"፻



ኋና እና ማለን <የኢትዮጵያ>

4. $\nabla \text{אָבָרְכֶּבֶן}$ כֹּעַ $\nabla \Delta \Pi \Pi C d^b$ דֹּכּ
 נַ-דְּגָרָם^b דְּגָרָם^b בְּנֵי כֹּעַ $\nabla \text{אָלָה}$
 אָלָה^b בְּרִי<דָּבָר^b כֹּעַ נְסָלָה^b $\nabla \text{לְנָקֶב}$ דֹּאָבָר^b
 כֹּעַ כֹּעַ כְּבָשָׂעָה^b בְּ לְגָר<דָּבָר^b
 דָּבָר<דְּלָדָר^b דָּבָר^b נְדָבָר^b . ∇ רְבָנָה^b $\nabla \text{אֲמָרָה}$
 וְ אָלָה^b אָלָה^b סְכָנָה^b נְסָלָה^b



₪Δס<ר'י ^מ בָּסְכָּם	₪מִזְמָנָרָה	%
0 - 5 999	151	12,33
6 000 - 11 999	571	46 61
12 000 - 17 999	181	14,78
18 000 - 23 999	297	24,24
24,000 +	25	2,04



	ד"כ נסלו			ד"כ נסלו			
1988-1989	12	144	535		5	119	569
1989-1990	12	817	920		4	121	183
1990-1991	13	439	365		3	731	259
1991-1992	14	214	631		4	961	738
1992-1993	14	878	512		4	383	388

፩፭ ገንዘብ ሌሎች ማየትናልሁዎች ተ
• ደገኝ አድርጋው መሆኑን ስርዓት ማረጋገጫ
አፈቅና ገንዘብ ልማት እና ገንዘብ ስርዓት
መሆኑን ደረሰኝ የሚያስተካክለ
ይለበት አድርጋው መሆኑን ስርዓት

לְרִיכָּד וְאַתְּלָעֵט

ብ ፌ"ሽን ሆነ<Δኅ> ▷ ባለቤት-ፋይናዎች
ሙርድ "► አርሱ° ፌዴስ ማያዝ-ጀመሪያ
አቶ ባለቤት-ፋይናዎች ▷ አርሱፃ የ
ለንጂ² 28.1% ፌ"ሽን ሆነ<Δኅ> እ ለ>
1992-1993_x ፌርድ ማያዝ ልዩ<Δኅ>
ማያዝ-ጀመሪያ ፌዴስ ባለቤት-ፋይናዎች
አርሱፃ ፌልዕስ መያዝ ሆኖም ባለቤት-ፋይናዎች
የነፃ ባለቤት-ፋይናዎች ፌርድ የ



TABLEAU 1

TABLE 1

VÝRÓ bΔUPOU

BÉNÉFICIAIRES DU PROGRAMME
 BENEFICIARIES OF THE PROGRAM
 bΔL·d·C° σC"▷ cL° ▷bA>

COMMUNAUTÉ COMMUNITY Δ "Č·Δ°	UNITÉS UNITS VlDU	ADULTES ADULTS rNΔU	ENFANTS CHILDREN d·dJU	TOTAL LJ
MISTISSINI Γ'UPOU	264	418	335	753
CHISASIBI Γ'UPOU	321	437	176	613
WASKAGANISH ·d·b"Δb°	133	202	110	312
WASWANIPI ·d·dσA	153	233	161	394
WEMINDJI ·VΓ°Γ	118	175	116	291
EASTMAIN Δ·c·Δ°	27	44	20	64
WHAPMAGOOSTUI ·d·k·p·t·	82	131	81	212
NÉMISCAU/NEMASKA ·d·L·b°	50	77	68	145
OUJE-BOUGOUMOU ▷γ>b·j	77	119	91	210
TOTAL LJ	1 225	1 836	1 158	2 994



TABLEAU 2 TABLE 2 ບັດທຸກສູງ ສະ

PARTICIPATION DE LA POPULATION CRIE PARTICIPATION OF CREE POPULATION

COMMUNAUTÉ COMMUNITY	MEMBRES ¹ MEMBERS ¹	RÉSIDENTS ² RESIDENTS ²	PARTICIPANTS PARTICIPANTS	% DES RÉSIDENTS % OF RESIDENTS
MISTISSINI MIJIJI	2 495	2 440	753	30,9
CHISASIBI CHIYABA	2 738	2 683	613	22,9
WASKAGANISH WASKAGANISH	1 917	1 496	312	20,9
WASWANIPI WASWANIPI	1 236	1 154	394	34,1
WEMINDJI WEMINDJI	1 010	942	291	30,9
EASTMAIN EASTMAIN	448	435	64	14,7
WHAPMAGOOSTUI WHAPMAGOOSTUI	551	551	212	38,5
NÉMISCAU/NEMASKA NEMASKA	556	457	145	31,7
OUJE-BOUGOUMOU OUJE-BOUGOUMOU	492	487	210	43,1
TOTAL TOTAL	11 443³	10 645³	2 994	28,1

¹ Total des membres des différentes communautés.

¹ Total number of members of the different communities.

1. ՀԱՅԱՍՏԱՆԻ ՀԱՆՐԱՊԵՏՈՒԹՅՈՒՆ

² Membres résidant dans le Territoire de la Baie James.

²Members residing in the James Bay Territory.

² △גָּעֵל ▽▪△גָּרְגֹּו ▷כִּי ▷גַּלְגַּל ▷אַלְמָנָה

³ Registre des populations autochtones du 10 juin 1993.

³ Enrollment Commission List of June 10, 1993.

³ b L'ard. C° d'a L'r'a"Δba" b>f"
Cba" L'a. Δ"b° A'vL 10, 1993



TABLEAU 3

TABLE 3

σ-Σ ፩ ሰንበት

RÉPARTITION DES UNITÉS SELON L'ÂGE DU CHEF DE L'UNITÉ
DIVISION OF UNITS ACCORDING TO THE AGE OF THE HEAD OF THE UNIT
አገልግሎት በ ዓይነት አገልግሎት የሚከተሉ ስምምነት

GROUPE D'ÂGE AGE GROUP ኋላ አገልግሎት	1 ADULTE ¹ 1 ADULT ¹ የአንድ የአገልግሎት	2 ADULTES ² 2 ADULTS ² ስር የአገልግሎት	TOTAL ገዢ ለንጂ	%
18-27	314	82	396	32,33
28-37	105	86	191	15,59
38-47	30	80	110	8,98
48-57	28	109	137	11,18
58-67	42	126	168	13,71
68+	95	128	223	18,21
TOTAL ለንጂ	614	611	1 225	100

RÉPARTITION DES UNITÉS SELON LE SEXE
DIVISION OF UNITS ACCORDING TO SEX
አገልግሎት የሚከተሉ ስምምነት

CHEF HEAD ኋላ አገልግሎት	1 ADULTE ¹ 1 ADULT ¹ የአንድ የአገልግሎት	2 ADULTES ² 2 ADULTS ² ስር የአገልግሎት	TOTAL ገዢ ለንጂ	%
FEMMES/WOMEN / ፈ	191	10	201	16,41
HOMMES/MEN / ዓ	423	601	1 024	83,59
TOTAL / ዲንጂ	614	611	1 225	100

¹ Nombre d'unités composées d'un adulte.

¹ Number of units with one adult.

¹ የሚከተሉ ስምምነት

² Nombre d'unités composées de deux adultes.

² Number of units with two adults.

² የሚከተሉ ስምምነት



RÉPARTITION DES JOURS DIVISION OF DAYS

COMMUNAUTÉ COMMUNITY	JOURS PAYABLES/DAYS PAYABLE						TOTAL 总计
	BOIS ¹ BUSH ¹	COMITÉ ² COMMITTEE ²	MATERNITÉ ³ MATERNITY ³	CHEF HEAD	CONJOINT CONSORT		
MISTISSINI 米西西尼	91 905	3	207	54 379	32 138	86 517	
CHISASIBI 奇萨比	103 631	2	181	66 801	21 695	88 496	
WASKAGANISH 瓦斯卡加尼什	39 158	7	160	26 384	11 191	37 575	
WASWANIPI 瓦斯瓦尼皮	52 858	0	59	32 083	15 220	47 303	
WEMINDJI 威明迪	37 424	0	51	23 323	8 390	31 713	
EASTMAIN 东主因	6 839	0	0	4 182	1 935	6 117	
WHAPMAGOOSTUI 瓦普马古斯图伊	25 785	0	109	14 968	8 293	23 261	
NÉMISCAU/NEMASKA 内米斯考/内马斯卡	13 754	0	256	9 367	4 207	13 574	
OUJE-BOUGOUMOU 欧日布古穆	24 547	3	5	13 807	7 556	21 363	
TOTAL 总计	395 901	15	1 028	245 294	110 625	355 919	

¹ Jours passés dans le bois.

¹ Days spent in the bush.

¹ **କିମ୍ବା କିମ୍ବା** କିମ୍ବା

² Participation aux activités du comité local.

² Participation in the activities of the local committee.

² ተ ለ ሂደት አለ ይችል ስለም የሚያስፈልግ የሚያስፈልግ የሚያስፈልግ የሚያስፈልግ

³ Congés de maternité.

³ Maternity leave.

³ Δέοντα τις αληθείας δέοντα



TABLEAU 5

TABLE 5

σ̄Δ̄ ̄ ̄ ΔΔ̄Δ̄

MOYENNE DE JOURS PAYABLES
AVERAGE DAYS PAYABLE
Ⓐ̄Δ̄Δ̄ ̄ ̄ ΔΔ̄Δ̄

COMMUNAUTÉ COMMUNITY Δ"Δ·Δ·	UNITÉ UNIT VΔ·ΔU·	CHEF HEAD Δσ·σ·	CONJOINT CONSORT ΔΔ"Δ·Δ·	ADULTE ADULT ΔΔΔ·
MISTISSINI Γ·Δ·Δ·	328	206	209	207
CHISASIBI Δ·Δ·Δ·	276	208	187	203
WASKAGANISH ·Δ·Δ·Δ·Δ·	283	198	162	186
WASWANIPI ·Δ·Δ·Δ·	309	210	190	203
WEMINDJI ·Δ·Δ·	269	198	147	181
EASTMAIN Δ·Δ·Δ·	227	155	114	139
WHAPMAGOOSTUI ·Δ·Δ·Δ·	284	183	169	178
NÉMISCAU/NEMASKA Δ·Δ·Δ·	271	187	156	176
OUJE-BOUGOUMOU Δ·Δ·Δ·	277	179	180	180
TOTAL ΔΔ	291	200	181	194



TABLEAU 6

TABLE 6

፩. የኅብር ንግድ

MONTANTS DU PROGRAMME AMOUNTS FOR THE PROGRAM

	1991-1992 \$	1992-1993 \$
Per Diem व्हें दिनी	36,89	38,27
Montant de base/Basic amount लंज का आया		
Par adulte/Per adult व्हें वृन्दा	3 123	3 240
Par enfant/Per child व्हें बच्चा	1 252	1 300
Par unité/Per unit व्हें द्युम्ब	1 252	1 300

NOTE:

Exemption pour fourrures.

Fur deduction.

L'exemption pour les revenus provenant de la vente de fourrures est établie en conformité avec le Règlement déterminant le montant de revenus provenant de la vente de fourrures (Règlement No 12) et est fonction de la taille de la famille et de la localisation des terrains d'activités d'exploitation de la faune.

The fur income exemption is established in conformity with the By-law determining the amount of income from the sale of furs (By-law No. 12) and is function of the size of the family and the location of the hunting territories.



TABLEAU 7 TABLE 7

TOTAL DES PRESTATIONS ACCORDÉES TOTAL BENEFITS GRANTED

COMMUNAUTÉ COMMUNITY Δ "Č·Δ°	MONTANT GARANTI (\$) GUARANTEED AMOUNT (\$)		PER DIEM (\$)		TOTAL (\$)	
	ΔΓΙΙΩΔΑΔΣΔι ΔιΛω	ΔΓΙΙΩΔΑΔΣΔι ΔιΛω	ΔΓΙΙΩΔΑΔΣΔι ΔιΛω	ΔΓΙΙΩΔΑΔΣΔι ΔιΛω	ΔΓΙΙΩΔΑΔΣΔι ΔιΛω	ΔΓΙΙΩΔΑΔΣΔι ΔιΛω
	1991-1992	1992-1993	1991-1992	1992-1993	1991-1992	1992-1993
MISTISSINI ΓιΩρσ	398 122	396 470	3 242 263	3 311 044	3 640 385	3 707 514
CHISASIBI Γιωρά	183 357	187 416	3 339 496	3 386 798	3 522 853	3 574 214
WASKAGANISH ·Διιε"Δεω	132 560	148 238	1 267 443	1 438 006	1 400 003	1 586 244
WASWANIPI ·Διι·Δσλ	197 013	209 394	1 682 339	1 810 310	1 879 352	2 019 704
WEMINDJI ·ΔΓαρ	81 600	119 667	1 062 452	1 213 669	1 144 052	1 333 336
EASTMAIN ΔιιζΔ°	29 086	18 314	244 214	234 097	273 300	252 411
WHAPMAGOOSTUI ·ΔιιζΔ°	74 772	81 910	777 807	890 204	852 579	972 114
NÉMISCAU/NEMASKA ·Διιζ°	84 734	88 840	508 201	519 482	592 935	608 322
OUJE-BOUGOUMOU ·Διιζ°	96 539	68 064	860 776	817 566	957 315	885 630
TOTAL¹ Διιζ¹	1 277 783	1 318 313	12 984 991	13 621 176	14 262 774	14 939 489

¹Montants payables avant les déductions d'aide sociale.

¹ Amounts payable before welfare has been deducted.

1C^a 7Δ^b 0<"Δ₁·Δ₆₀^c Δ·Δ^a Δ^b_d Δ^b
Δ^b_d Δ₁Δ₆₀^c:Δ^b Δ₁Δ₆₀^c



MOYENNE DES PRESTATIONS PAR UNITÉ

AVERAGE BENEFITS BY UNIT

COMMUNAUTÉ COMMUNITY Δ"Č·Δ·	TOTAL (\$)		MOYENNE (\$)/UNITÉ AVERAGE (\$)/UNIT ብድርአዊያን በኋላው	
	1991-1992 ታትናስላይ ማጠቃል	1992-1993 ተትናስላይ ማጠቃል	1991-1992 የትናስላይ ማጠቃል	1992-1993 የትናስላይ ማጠቃል
MISTISSINI ጥንበሽ	3 632 388	3 702 144	12 927	14 023
CHISASIBI ጥኩሻ	3 514 912	3 565 919	10 782	11 109
WASKAGANISH ·እኩዬስኩስ	1 398 036	1 580 267	11 274	11 882
WASWANIPI ·እኩዬስኩስ	1 857 836	1 992 777	12 813	13 025
WEMINDJI ·ኩጥን	1 144 052	1 328 950	10 215	11 262
EASTMAIN አክባል	272 558	252 411	9 399	9 349
WHAPMAGOOSTUI ·እኩስኩስ	847 792	963 900	12 654	11 755
NÉMISCAU/NEMASKA ኩነት	589 742	607 132	11 564	12 143
OUJE-BOUGOUMOU ኤጊጋዥ	957 315	885 012	12 273	11 494
TOTAL¹ ታትናስላይ	14 214 631	14 878 512	11 719	12 146

¹Montants accordés une fois déduits les montants provenant des programmes d'aide sociale.

¹Amounts granted after the amounts received under welfare programs have been deducted.

۱۷۰۷-۷۸ ۶۸۵ ۱۴۹۶ ۸-۷۸ ۲۷۷-۷۸
۸۷۰-۷۸ ۷۸۵ ۱۴۹۶ ۸-۷۸ ۲۷۷-۷۸
۸۷۰-۷۸



ANNEXE SCHEDULE

b <u> U >u> D >c >r a"Δ b a"l



1ère rangée / 1st row: Marcel Lesyk, Philippe Nadeau
 2e rangée / 2nd row: Johnny Jolly, George Wapachee, Willie Iserhoff, Guy Girouard

Membres de l'Office Members of the Board (1992-1993)

a"l" D c"l a" D P L o"

GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC
GOVERNMENT
OF QUEBEC
dVb U<Δ"U�r

Marcel Lesyk
Président/Chairman

Guy Girouard

Philippe Nadeau

ADMINISTRATION
RÉGIONALE CRIE
CREE REGIONAL
AUTHORITY
Δয়া" U<Δ"Uলr

George Wapachee
Vice-Président/Vice-Chairman

Willie Iserhoff

Johnny Jolly



**Personnel de l'Office
Personnel of the Board**

**SIÈGE SOCIAL
HEAD OFFICE**

▷ P L ° L Y σ " Δ F D P F d

Monique Caron

Secrétaire générale
Secretary General

Régent Brind'Amour

Contrôleur des finances
Comptroller of Finance

Bella M. Petawabano

Adjointe au programme
Program Assistant

Martha T. Bégin

Adjointe administrative
Administrative Assistant

Thelma Ste-Croix

Agente de secrétariat
Secretary

Monique Latouche

Agente de secrétariat
Secretary

**COMMUNAUTÉS CRIES
CREE COMMUNITIES**

Δ ስ እ ዓ ሰ ር ስ ዓ

**Adjoint au programme
Program Assistant**

Mistissini:

Peter Shecapio

**Administrateurs locaux
Local Administrators**

Mistissini:
Chisasibi:

George Shecapio
Allen Neacappo
Margaret S. Louittit
Lizzie Diamond
Jacob Gull
Reggie Mark
Fred Tomatuk
William Kawapit
Lindy Moar
James Wapachee

Waskaganish:

Waswanipi:

Wemindji:

Eastmain:

Whapmagoostui:

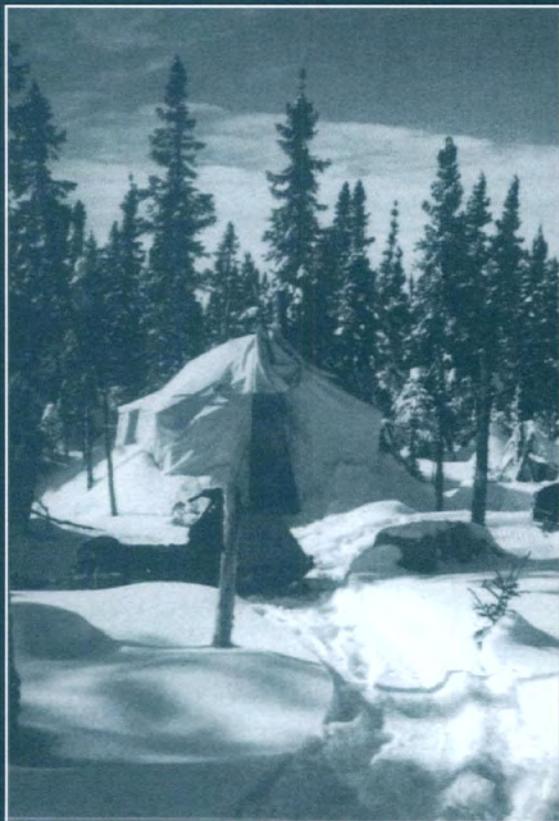
Némiscau/Nemaska:

Oujé-Bougoumou:



1ère rangée / 1st row: Jacob Gull, Bella M. Petawabano, Monique Caron, Régent Brind'Amour.

2e rangée / 2nd row: George Shecapio, Thelma Ste-Croix, Lizzie Diamond, Reggie Mark,
Peter Shecapio, Monique Latouche, Lindy Moar, Martha T. Bégin, Fred Tomatuk, William Kawapit, Allen Neacappo.
"Absents / Absent: Margaret S. Louittit, James Wapachee."



OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU
DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS
CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD

ᓇᐸጀ ስጀ ሰጀ ሪጀ ዘጀ

**États financiers de l'exercice terminé le
30 juin 1993**

**Financial Statements for the Year
Ended June 30, 1993**

35

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cri au 30 juin 1993 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Office. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

A mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de l'Office au 30 juin 1993 ainsi que les résultats de ses opérations et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 22 septembre 1993

AUDITOR'S REPORT

I have audited the balance sheet of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board as at June 30, 1993 and the statement of operations and surplus for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the Board's management. My responsibility is to express an opinion on these financial statements based on my audit.

I conducted my audit in accordance with generally accepted auditing standards. Those standards require that I plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting policies used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In my opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Board as at June 30, 1993 and the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with the accounting policies disclosed in note 2. As required by the Auditor General Act (R.S.Q., chapter V-5.01), I report that, in my opinion, these policies have been applied on a basis consistent with that of the preceding year.

**OFFICE DE LA SECURITÉ DU REVENU
DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS**

**OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 1993**

**CREE HUNTERS AND TRAPPERS
INCOME SECURITY BOARD**

**OPERATIONS AND SURPLUS
FOR THE YEAR ENDED JUNE 30, 1993**

	1993	1992	
DÉPENSES			EXPENDITURE
Prestations de sécurité du revenu	<u>14 850 272 \$</u>	<u>14 051 581 \$</u>	Income security benefits
Frais d'administration			Administrative expenditure
Traitements et avantages sociaux	666 788	616 238	Salaries and fringe benefits
Déplacements	58 504	47 799	Travel
Loyers	63 622	59 858	Rent
Fournitures et équipement	36 064	29 342	Supplies and equipment
Téléphone et communications	7 040	5 728	Telephone and communications
Divers	324	582	Miscellaneous
	<u>832 342</u>	<u>759 547</u>	
Déduire:			Deduct:
Intérêts	<u>5 984</u>	<u>7 373</u>	Interest
	<u>826 358</u>	<u>752 174</u>	
	<u>15 676 630</u>	<u>14 803 755</u>	
CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC			CONTRIBUTION FROM GOUVERNEMENT DU QUEBEC
	<u>15 665 272</u>	<u>14 791 581</u>	
EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LA CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC			EXCESS OF EXPENDITURE OVER CONTRIBUTION FROM GOUVERNEMENT DU QUEBEC
EXCÉDENT AU DÉBUT	11 358	12 174	
	<u>66 669</u>	<u>78 843</u>	
EXCÉDENT À LA FIN	<u>55 311 \$</u>	<u>66 669 \$</u>	SURPLUS, END OF YEAR

**OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU
DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS**

**BILAN
AU 30 JUIN 1993**

**CREE HUNTERS AND TRAPPERS
INCOME SECURITY BOARD**

**BALANCE SHEET
AS AT JUNE 30, 1993**

ACTIF

Encaisse
Débiteurs

1993

**107 186 \$
566**

1992

**109 616 \$
996**

ASSETS

Cash
Accounts receivable

PASSIF

Créditeurs

52 441 \$

43 943 \$

LIABILITIES

Accounts payable

EXCÉDENT

55 311

66 669

SURPLUS

107 752 \$

110 612 \$

POUR/ON BEHALF OF
L'OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU
REVENU DES CHASSEURS ET
PIÉGEURS CRIS

GEORGE WAPACHEE

MARCEL LESYK

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

NOTES COMPLÉMENTAIRES 30 JUIN 1993

1. CONSTITUTION, FONCTION ET FINANCEMENT

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, constitué en vertu de la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (L.R.Q., chapitre S-3.2), a pour fonction d'administrer le programme de sécurité du revenu établi par cette loi aux fins de fournir aux piégeurs et chasseurs cris une garantie de revenu; ce programme comprend également d'autres mesures d'incitation à se consacrer aux activités d'exploitation comme mode de vie.

Des prestations sont versées à des unités de bénéficiaires qui y sont admissibles sujet, entre autres conditions, du temps passé à chasser, pêcher, piéger et à exercer des activités accessoires.

Les sommes requises pour l'application de la loi précitée sont payées à même les deniers accordés annuellement à cette fin par le Parlement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers de l'Office ont été préparés par la direction selon les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Prestations et frais d'administration

Les prestations versées sont inscrites aux livres selon la méthode de la comptabilité de caisse alors que les frais d'administration le sont selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les acquisitions de biens en capital sont imputées aux frais d'administration.

Frais d'administration assumés par le gouvernement du Québec

Le coût de certains services de soutien tels que services informatiques et téléphoniques assumés par le gouvernement du Québec ne sont pas présentés à l'état des opérations et de l'excédent.

3. RÉGIME DE RETRAITE

Les employés de l'Office participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Ce régime est à prestations déterminées et comporte des garanties à la retraite et au décès.

En vertu de modifications aux lois sur ce régime de retraite, le gouvernement du Québec a cessé, à compter du 1er janvier 1993, d'assumer pour l'Office les contributions d'employeur à ce régime. Les contributions assumées par le gouvernement jusqu'au 31 décembre 1992 ne sont pas présentées dans l'état des opérations et de l'excédent. Les contributions défrayées par l'Office du 1er janvier au 30 juin 1993, imputées aux résultats de l'exercice, s'élèvent à 12 698 \$. Les obligations de l'Office envers ce régime gouvernemental se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS JUNE 30, 1993

39

1. CONSTITUTION, FUNCTION AND FINANCING

The Cree Hunters and Trappers Income Security Board, constituted by virtue of the Act respecting income security for Cree hunters and trappers who are beneficiaries under the Agreement concerning James Bay and Northern Québec (R.S.Q., chapter S-3.2), is responsible for the administration of the income security program established by this Act for the purpose of providing the trappers and hunters a guaranteed income; this program also includes other measures aimed at encouraging beneficiaries to carry out harvesting activities as a way of life.

Benefits are paid to beneficiary units which are eligible depending, among other conditions, on the time spent in hunting, fishing and trapping and in carrying out related activities.

The sums required for the carrying out of the aforementioned Act are paid out of the monies voted each year for such purpose by Parliament.

2. ACCOUNTING POLICIES

The financial statements of the Board have been prepared by Management according to the accounting policies disclosed below. These statements include amounts based on best judgements and estimates.

Benefits and administrative expenditure

Benefits paid are recorded in the books of account in accordance with the cash basis of accounting; administrative expenditure are recorded in accordance with the accrual basis of accounting.

Purchases of capital assets are charged to administrative expenditure.

Administrative expenditure assumed by gouvernement du Québec

The cost of certain supporting services such as data processing and telephone assumed by gouvernement du Québec are not included in the statement of operations and surplus.

3. PENSION PLAN

Board employees participate in the Government and Public Employees Retirement Plan (GPERP). It is a defined benefit plan which provides retirement and death benefits.

Pursuant to amendments to this pension plan act, the gouvernement du Québec has ceased to assume the employer's pension plan contributions, as of January 1st, 1993. Contributions assumed by the government up to December 31st, 1992 are not presented in the statement of operation and surplus. Contributions paid by the Board from January 1st to June 30th 1993 are charged to operations and total \$ 12,698. Obligations of the Board toward this government plan are limited to its contributions as an employer.

**Office de la sécurité du revenu
des chasseurs et piégeurs cris**

Cree Hunters and Trappers Income Security Board

ᓇᐤ ስᐱ ሚᐸ ሚᐸ

2 700, boulevard Laurier
Édifice Frontenac, Bureau 703
Sainte-Foy, QC
G1V 2L8

Tél.: (418) 643-7300
Téléc.: (418) 643-6803

Traduction cri:
Mary Maggie Neeposh
Cree Language Dept., Mistissini

Photos:
P. couverture: Jim Wallace
P. 32: Buckley Petawabano
Autres: Willie K. Gunner

Graphisme:
Paul Salois designer inc.



**OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS
CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD**

ᓇᐱᕒ ሚᓇᐱᕒ ሚᓇᐱᕒ

2 700, boulevard Laurier, Édifice Frontenac, Bureau 703, Sainte-Foy, QC, G1V 2L8